

**DEPARTEMENT DE  
LA HAUTE-SAVOIE**

\*\*\*

**ARRONDISSEMENT  
DE ST JULIEN-EN-  
GENEVOIS**

\*\*\*

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

**SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU BUREAU**

**OBJET :**

**Séance du : 3 mars 2020**

**APPROBATION DE LA Convocation du : Mardi 25 février 2020**

**CONVENTION  
RELATIVE A LA  
COMMUNAUTE  
TARIFAIRE LEMAN  
PASS A INTERVENIR  
AVEC LES  
DIFFERENTS  
PARTENAIRES DES  
RESEAUX DE  
TRANSPORTS  
PUBLICS  
TRANSFRONTALIERS**

**Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 17**

**Président de séance : Christian DUPESSEY**

**Secrétaire de séance : Antoine BLOUIN**

**Membres présents :**

Guillaume MATHELIER, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Michel BOUCHER, Yves CHEMINAL, Nicole CATASSO, Bernard BOCCARD, Alain BOSSON, Jean-Paul BOSLAND, Antoine BLOUIN, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Gabriel DOUBLET, Jean-Claude LAMBERT, Alain LETESSIER

**Excusés :**

Jacques BOUVARD, Nadine JACQUIER

\*\*\*

**N° BC\_2020\_0072**

Dans la continuité de la coopération franco-suisse en matière de transports en commun, le Léman Express mis en exploitation en décembre 2019 est accessible avec une tarification commune Léman Pass, pour faciliter le parcours du voyageur transfrontalier qu'il soit occasionnel ou régulier.

La gamme tarifaire des titres Léman Pass propose des abonnements (mensuels, annuels), des cartes pour se déplacer 1 jour ou 5 jours, et des billets (billet unitaire, saut de puce transfrontalier).

La définition et la mise en œuvre de cette tarification a nécessité la création de la Communauté tarifaire Léman Pass, comprenant les opérateurs et les autorités organisatrices de la mobilité concernés, dont Annemasse Agglo, en remplacement de la Communauté tarifaire préexistante (unireso régional).

Cette Communauté tarifaire, par l'intermédiaire de son organe de gestion (GCT) a ainsi organisé une concertation nourrie en Groupes de travail, Comité de Direction et Comité de Pilotage aboutissant aujourd'hui à la définition d'un cadre contractuel sous la forme d'une convention qui organise et précise éléments suivants :

- les modalités de coopération entre membres ;
- la gouvernance ;
- les principes de construction et les modalités d'application et de distribution du Tarif Léman Pass ;
- la répartition des recettes entre les parties ;
- la répartition des charges liées au fonctionnement de la Communauté tarifaire et à l'outil informatique dédié.

Ainsi, en matière de gouvernance, les instances créées (Conseil Stratégique et Comité de Direction) sont ouvertes aux transporteurs et aux Autorités organisatrices, signataires de la convention et désignées comme Parties.

Les modalités de vote au sein du conseil stratégique, organe de décision, se font à la majorité des Parties représentées qui s'expriment, majorité qui doit néanmoins être constituée de l'unanimité des Parties permanentes. Annemasse Agglo, comme l'Etat de Genève, la Région Auvergne-Rhône-

Alpes, CFF, SCNF Mobilités et TPG est identifiée comme une Partie permanente. Cette règle permet à Annemasse Agglo de conserver une voie déterminante en tant qu'autorité organisatrice.

Par ailleurs, la présidence du Conseil Stratégique est alternée entre la Suisse (Etat de Genève) et la France (Région Auvergne-Rhône Alpes), par période de 2ans.

La convention, d'une durée de 10 ans, est accompagnée de sept annexes qui précisent : la liste des parties et leurs coordonnées (Annexe 1), le périmètre géographique des zones avec les lignes concernées (Annexe 2), les principes tarifaires (Annexe 3), les principes de financement des charges et le plan financier pluriannuel (Annexe 4), les principes de fonctionnement de la chambre de répartition (Annexe 5), la charte graphique (Annexe 6) et le schéma de l'architecture des contrats (Annexe 7).

### Coûts :

L'annexe 4 à la Convention précise un plan pluriannuel prévisionnel de dépenses de fonctionnement et d'investissement pour la période 2020-2024 présenté en Comité de Pilotage du 5 novembre 2019.

### Investissement :

Les frais d'investissement sont liés à la mise en place de la CHambre de REpartition (CHREP) des recettes, outil technique permettant la répartition des recettes de transports. La dépense d'investissement est concentrée en 2020 (877 000 CHF). Elle sera complétée avec quelques développements informatiques en 2021 et 2023 d'un montant respectivement de 50 000 CHF et 30 000 CHF.

Dépenses d'investissement en CHF	2020	2021	2022	2023	2024
CHREP	877 000	50 000	0	30 000	0

Ces charges d'investissement sont réparties de la manière suivante:

- 50% à charge du Département des Infrastructures du Canton de Genève ;
- 50% à charge des Autorités Organisatrices Françaises, dont 80% à charge de La Région Auvergne-Rhône-Alpes et 20% à charge des Autorités Organisatrices de Mobilité signataires, en fonction du poids de population.

**La part d'Annemasse Agglo revient à 11 723 € (13 482 CHF), soit 1,5 % du total.**

### Fonctionnement :

Les charges de fonctionnement comprennent des charges à clé de répartition fixe et des charges à clé de répartition variable.

Les charges de fonctionnement à « clés fixes » comprennent les frais administratifs, les frais de communication, les frais généraux et financiers, les frais divers et imprévus.

La répartition de ces frais entre les parties est la suivante:

- 50% à charge des opérateurs suisses ;
- 50% à charge des Autorités Organisatrices Françaises, dont 60% à la charge de la Région AURA, le reste étant réparti entre Autorités Organisatrices, en fonction du poids de population.

**Ainsi, la part d'Annemasse Agglo est de 6 028 € (6933 CHF) /an, soit 3,2 % du total.**

Les charges de fonctionnement à « clés variables » comprennent les charges de personnel, les frais de vente, les frais informatiques et les frais de fonctionnement de la Chambre de répartition. Basée sur les recettes des transports Léman Pass, ces charges sont établies de manière provisionnelle de la manière suivante pour 2020 et 2021 :

- 43% à charge des opérateurs suisses ;
- 57% à charge des Autorités Organisatrices Françaises, dont 67% à la charge de la région AURA, le reste étant partagé entre AOM en fonction des recettes prévisionnelles.

Cette dernière clé est donc provisoire et fera l'objet d'un ajustement et de compensations financières en 2022, en fonction des recettes de transports réelles.

**La part d'Annemasse Agglo est établie à 43 852 € (50 430 CHF) pour l'année 2020, soit 13,2 % du total.**

**Au total le budget pour Annemasse Agglo s'élève à 61 603 € pour l'année 2020.**

Le Bureau Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :  
A l'unanimité,

DECIDE :

D'APPROUVER les termes de la convention et de ses annexes,

D'AUTORISER le président ou son représentant à signer la convention et tous documents s'y rapportant,

DE DIRE que les crédits nécessaires seront imputés à l'exercice 2020 du budget des Transports Urbains, destination TRANS aux articles comptables suivants :

- 65738 pour ce qui concerne la participation d'Annemasse Agglo aux frais de fonctionnement,
- 6572 pour ce qui concerne la participation d'Annemasse Agglo aux frais d'investissement (subvention d'équipement aux personnes de droit privé)

D'AUTORISER le président ou son représentant à engager les dépenses correspondantes.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.*